

INTRO

STEPHAN PARIS
PRÉSIDENT FONDATEUR
FEMMES DE CULTURE



Cette épidémie mondiale, et nous pouvons désormais hélas rajouter ces attentats terroristes, marqueront à jamais cette année 2020...

Le monde, notre société et la culture qui en est le socle, ont été frappés de plein fouet comme jamais.

Soyons honnêtes, nous avons hésité à plusieurs reprises à annuler cette 2ème édition de « 100 Femmes de Culture » pour toutes les raisons que vous pouvez imaginer : sécurité, financement, mais aussi et surtout gravité de circonstance eu égard à l'instant tragique que nous traversons.

Pour autant, on le sait, à chaque fois que la société est ébranlée, que la culture et la liberté sont fragilisées, la place et le droit des femmes peuvent à chaque instant être remis en question, voire disparaître. Avoir peur, ne plus se voir ou tout du moins ne plus se parler, c'est déjà reculer...

Pour toutes ces raisons, il nous est apparu plus que jamais essentiel de continuer cet éclairage des talents féminins dans la culture avec le maintien de l'organisation de cette 2ème édition toujours au Palais de Tokyo, partenaire de la 1ère heure.

Nous avons donc fait appel à un jury composé de 5 personnalités, dont les profils, les expériences et les champs artistiques pratiqués étaient complémentaires. Elles ont toutes en commun une passion farouche de la culture et des industries créatives, ainsi qu'une vision personnelle de ce qu'est (ou de ce que n'est pas) une femme de culture. Merci à elles !

Forts d'une 1ère édition 2019 qui a permis une première mise en lumière ambitieuse de dirigeantes et d'entrepreneuses dans les champs de la culture (périmètre ministère de la Culture), nous avons choisi d'élargir le profil des lauréates aux artistes dirigeantes ou artistes entrepreneuses. Nous avons aussi apporté une attention particulière à une meilleure représentativité des territoires et des métiers (galeristes, créateurs de jeux vidéo, producteurs-réalisateurs de documentaires). Nous avons aussi toujours à l'esprit de tendre vers un équilibre public-privé et une présence de tous les champs de la culture lorsque cela est possible (musique live et enregistrée, spectacle vivant, musée, patrimoine, arts visuels, éditions, médias et nouveaux médias, cinéma, jeux vidéo...).

Autre nouveauté, une liste de lauréates renouvelée à 100%, preuve que les talents féminins dans la culture qui manquent de visibilité et parfois de reconnaissance sont encore nombreux.

Enfin, autre combat, et non des moindres, nous avons essayé de mettre en lumière plus de personnalités issues de la diversité. Car nous le savons, la parité est un combat, la diversité en est un autre tout aussi important. Devenir une femme ou artiste dirigeante, issue de la diversité, dans la culture, c'est se heurter à un « double plafond de verre ».

Bravo donc à ces 100 nouvelles Femmes de Culture d'avoir accepté de se retrouver, de se rencontrer et d'échanger avec les jurées et partenaires dans ce nouvel écrin du Palais de Tokyo, le Toguna.



]100 FEMMES [
DE CULTURE [

JURY

SOPHIE DULAC

GÉRANTE DE LA SOCIÉTÉ « DULAC CINÉMA GROUPE »,
PRÉSIDENTE DU CIRCUIT DE SALLES DE CINÉMA
« LES ÉCRANS DE PARIS » AINSI QUE DU « CHAMPS-ÉLYSÉES FILM FESTIVAL ».
ADMINISTRATRICE AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE PUBLICIS GROUPE.



Rachel Nullans : vous êtes à la tête d'une société de distribution (Sophie Dulac Distribution) et d'un réseau de cinq salles parisiennes. Quel regard portez-vous sur ces métiers alors que s'ajoute à la pression structurelle (saturation de la distribution, difficulté à attirer les nouveaux publics dans les salles) la crise sanitaire ?

SD: Je continue de porter un regard optimiste sur nos métiers car, pour moi, un film de cinéma doit être vu avant tout dans une salle de cinéma.

Cela étant dit, il y a en effet trop de films sur le marché français : 700 par an et des semaines de sorties très engorgées qui ne laissent aucune chance à certains films fragiles.

Un public vieillissant pour le cinéma d'art et essai (mais très consommateur de cinéma) que nous avons du mal à renouveler. La crise sanitaire n'a rien arrangé puisqu'il y a eu durant la période du confinement 16 millions d'abonnés Netflix. Mais, à cœur vaillant rien d'impossible, nous continuons notre travail d'éducation par l'image.

RN : Vous êtes connue pour les documentaires que vous distribuez. Le public pour ce type de programme grandit. Accentuez-vous leur place dans votre catalogue ?

SD: J'adore les documentaires et il y a un vrai public pour ce genre cinématographique.

Nous avons déjà accentué leur place dans notre line-up puisque nous en avons 4 et sans doute d'autres à venir en 2021.

RN : Mk2 vient de lancer le Mk2 institut proposant des conférences dans les salles. L'avenir des salles de cinéma est à la diversification des offres ?

SD: Absolument. Si nous voulons perdurer, il faut que nos salles deviennent de véritables lieux culturels dans lesquels nous pouvons proposer de l'opéra en direct (ce que nous faisons déjà) mais aussi du théâtre, de la danse, des conférences et pourquoi pas (je travaille dessus) du gaming.

RN : Comment voyez-vous des acteurs comme Netflix, Prime et autres plateformes dans le schéma de distribution/diffusion classique ?

SD: Il me semble que Netflix doit devenir un acteur incontournable de la profession. En finançant le cinéma français, en achetant des films de nos catalogues... En France, ils ont besoin de contenu de qualité.

RN : Le cinéma est un milieu encore très masculin. L'accès aux aides est plus difficile pour les femmes et on connaît votre opposition aux quotas. Est-ce pour cela que vous avez accepté d'être membre du

jury des 100 Femmes de culture ?

SD: Je ne sais pas si l'accès aux aides est plus difficile pour les femmes. Je n'ai pas ce problème. Nous faisons un travail de qualité qui justifie les aides que nous recevons. Le budget n'est pas extensible malheureusement. Oui, je suis opposée aux quotas car si une femme est à un poste important c'est quelle en a les capacités et non parce qu'elle a été imposée.

Les femmes font souvent mentir les statistiques heureusement et être membre de ce jury me permet de constater que ces femmes font leur métier avec passion, font avancer la culture sans pour autant être dans la lumière. C'est donc l'occasion de les mettre en avant, même si je pense qu'elles n'ont pour beaucoup pas besoin de cela pour exister.

Une de mes devises : «Visons plus haut, il y a moins de monde ».

RÉGINE HATCHONDO

DIRECTRICE GÉNÉRALE D'ARTE FRANCE ET VICE-PRÉSIDENTE D'ARTE GEIE (JUSQU'AU 30/10/20). PRÉSIDENTE DU FESTIVAL LITTÉRAIRE « LES CORRESPONDANCES DE MANOSQUE ».



Rachel Nullans : nous sortons d'un confinement qui, en figeant les Hommes et l'économie, a eu des conséquences directes sur tous les secteurs, avec une acuité particulière sur le monde de la culture. Pour vous, quels enseignements le secteur doit tirer de cette période ?

RH : Le confinement et ses suites sont un désastre pour la culture comme pour la majorité de secteurs. En revanche, le besoin de culture qui s'est manifesté sur les plateformes, les chaînes ou pour le livre est une preuve, heureuse, que la culture est un refuge. Le Gouvernement a pris d'importantes mesures d'accompagnement.

L'analyse de cette période est différente évidemment en fonction des secteurs d'activité. Pour l'audiovisuel, la période du confinement a été marquée par un grand retour d'intérêt pour la télévision linéaire. Les gens passaient à nouveau un temps de qualité autour de la télévision alors qu'il est connu, depuis ces dernières années, qu'il est de plus en plus difficile de se retrouver tous en famille à un même carrefour horaire. Les plateformes des chaînes historiques ont enregistré des records.

Pour le livre, on a constaté que les librairies ont été prises d'assaut à la sortie du confinement en mai. Si on compare les chiffres avec ceux des mêmes semaines en 2019, le chiffre d'affaires des librairies a fait un bond de 100%. Alors oui, le livre a certainement bénéficié de la fermeture des salles de spectacles et de l'interdiction des concerts, mais ce qui est certain c'est que, privés de culture pendant deux mois, nous avons eu besoin de renouer avec celle-ci. Maintenant ces nouvelles positives ne doivent pas non plus nous aveugler, et les défis restent nombreux pour le secteur culturel. Les plateformes menacent plus que jamais les industries culturelles. Pendant la période de confinement, la valorisation de Netflix a gagné 30% et 15% du trafic internet mondial était occupé par YouTube, qui est le plus grand diffuseur de vidéos, et certainement pour les

jeunes, la première chaîne de télévision. Sans oublier Amazon qui représente 22% du marché du livre.

En ce qui concerne le cinéma, le spectacle vivant dans son ensemble ou les musées et les lieux de patrimoine, le confinement est un élément de grande fragilisation de l'ensemble de la chaîne de la création à la diffusion, la vie des spectacles en salles, les tournées....

RN : Vous êtes depuis juin 2020 présidente de l'École nationale supérieure de la photographie à Arles. Où souhaitez-vous mener cette jeune école ? Pourquoi la photographie est-elle un médium artistique qui vous attire particulièrement ?

RH : J'aime la musique comme tous les autres arts, j'aime l'art en général et je suis incapable d'en faire un classement ! L'intériorité des émotions est différente. J'ai été très heureuse qu'on me propose la présidence de l'École de photographie d'Arles car j'ai un très grand respect pour cette école et le travail de sa directrice, Marta Gili, que j'ai connue quand elle était directrice du Jeu de Paume. J'aime beaucoup son approche de la photographie, son attachement à l'hybridation des arts. Cette ouverture qu'elle veut donner aux étudiants en les encourageant à créer des passerelles entre les arts est quelque chose qui me semble aujourd'hui fondamental.

Le projet qu'elle porte s'inscrit dans des synergies fortes aussi bien localement qu'avec d'autres institutions. Elle développe avec Diane Dufour, la directrice de l'espace parisien Le Bal, un projet de formation à l'éducation artistique et culturelle à la fois des photographes et des élèves. C'est quelque chose que je trouve très précieux.

Mon rôle est d'être un soutien, au service de la direction et du projet, pour faire passer les messages aux interlocuteurs, que ce soient la Ville, la Région ou l'État et les professionnels. Créer une harmonie de l'ensemble des partenaires.

Au passage, je voudrais souligner que Le Bal est une institution que j'adore ; je l'ai beaucoup suivie quand j'étais à la Mairie de Paris. Diane Dufour est elle aussi une femme exceptionnelle. Marta, comme Diane d'ailleurs, sont des femmes très modernes dans leur approche. C'est l'enthousiasme et la transmission qui les guident et je crois qu'à notre époque trouble, l'enthousiasme, le désir de la transmission et l'éducation de la jeunesse sont des choses qui doivent primer sur d'autres qualités.

RN : Vous êtes aussi présidente du festival « Les Correspondances de Manosque », un festival qui existe depuis 1999 et qui souhaite mettre en avant une « littérature vivante. » Quel est votre attachement à la littérature et à ce festival ?

RH : J'en suis présidente depuis 2012 et, comme pour l'École de Photographie d'Arles, je vois mon rôle comme un rôle de soutien absolu, de facilitateur de discussion entre les différents acteurs et partenaires. Olivier Chaudenson et Evelyn Prawidlo, les deux co-directeurs de ces Correspondances, font un travail remarquable. Ici encore, l'hybridation est au rendez-vous. C'est un festival très généreux, il se déroule en plein air, il est majoritairement gratuit. Le festival a noué historiquement un partenariat avec l'association « Éclat de lire » à destination de la jeunesse. On sent avec ses équipes une liberté de l'imagination, une profusion de l'offre artistique. Les rendez-vous sont nombreux et divers. La lecture à haute voix occupe une place prépondérante, une autre manière d'accéder au texte qui apporte une dimension supplémentaire. Les rencontres et les débats avec les auteurs sont autant de manière de redécouvrir les livres et les textes.

Cette année, je pense notamment à la grande lecture de La demoiselle à cœur ouvert de Lise Charles par Micha Lescot et Anna Mouglalis ou aux débats avec les auteurs de la rentrée littéraire proluxe cette année. Il faut dire que cette édition était très particulière. On a senti un vrai plaisir aussi bien du côté du public que des auteurs de se retrouver.

RN : Vous avez une carrière riche dans le domaine de la culture. Quel regard portez-vous sur le rôle des femmes dans ce secteur ? Que représentent pour vous ces « 100 Femmes de culture » ?

RH : Existe-t-il un art au féminin ? Je n'ai pas forcément de réponse ; spontanément je ne le pense pas.

Mais il faut donner aux femmes l'opportunité de s'exprimer autant que les hommes. Il est important et indispensable de porter le combat de l'égalité, de toutes les égalités : des salaires, des chances, l'égalité de carrière. Qu'on soit artiste ou simple professionnelle.

C'est pour ça que je soutiens « 100 Femmes de culture ». Ce que j'aime particulièrement c'est la diversité des profils : des femmes confirmées ou en devenir, venant de grandes ou de petites structures... Et ce qui les réunit, au final, c'est le courage. Car il faut du courage aux femmes pour prendre pleinement leur place dans une société qui ne leur en laisse pas forcément.

Encore aujourd'hui on le voit, elles se battent pour exister. Et je trouve bien qu'il y ait un prix qui salue d'une certaine manière ce courage.

RACHEL KHAN

CO-DIRECTRICE DU CENTRE CULTUREL
HIP HOP DE LA VILLE DE PARIS « LA PLACE ».

Rachel Nullans : vos dons sont multiples. Vous êtes juriste, comédienne au théâtre et au cinéma, ancienne danseuse et athlète de haut



niveau. Comment vous définissez-vous ?

RK : Il n'y a pas d'autre définition à mon sens que mon nom. Mais dans nos sociétés, il faut toujours une base line qui explique ce que l'on est et ce que l'on fait. Or, ce que je suis est une imprévisibilité. En tant que « métisse » ou plutôt en tant que fruit de la créolisation du monde, je suis afro-yiddish et, n'étant pas essentialiste, je fais avec ce mélange dans mon existence, ce qui me permet d'être à différents endroits : sportive, artiste, juriste, politique, auteure, comédienne.

En résumé : Rachel Khan. Et cela suffit à faire la synthèse puisqu'aujourd'hui il faut faire court !

RN : Très jeune déjà, vous avez rejoint le monde du hip-hop et, depuis janvier 2020, vous êtes co-directrice de La Place, un lieu culturel consacré au hip-hop. Pouvez-vous nous présenter ce lieu et vos ambitions pour celui-ci ?

RK : Je travaille depuis plus de dix ans à la reconnaissance des esthétiques hip-hop dans les politiques culturelles. Le hip-hop est né dans les années 80. Le rap est la musique la plus

écoutée par nos jeunes. Pourtant, il n'y avait pas de lieu de création, de production, ni de diffusion pour cette culture.

La Place, que je dirige avec Julien Cholewa, est un formidable outil pour accompagner, promouvoir le hip-hop, donner une légitimité et une voix dans l'écosystème parisien à une culture qui est dans le réel majoritaire mais encore déniée, malgré son impact international.

Ce lieu est un ancrage formidable dans lequel nous travaillons à la reconnaissance de la transversalité du hip-hop (rap, graff, Djeing, danse, cinéma, musique). L'idée est de construire un projet au rayonnement international, dans une logique de développement durable, car la puissance du hip-hop réside dans le fait qu'il soit au carrefour de l'économie, du social, du sociétal, de l'environnemental et artistique. Si nous avons pour ambition de nous préoccuper des générations futures, on ne peut pas faire sans le hip-hop.

RN : Vous avez été directrice de l'association 1000 visages qui aide les jeunes de ban-lieues et de zones rurales à entrer dans le monde du cinéma. L'engagement, c'est une part importante de votre vie ?

RK : Oui, l'engagement, la lutte contre toutes les formes d'injustices, c'est une partie majeure de ma vie. Lorsque je dois choisir un rôle, lorsque j'écris, lorsque je suis à La Place, ou lorsque j'interviens au Théâtre de la Ville ou sur LCI et autres, je le fais par engagement pour tenter de résoudre, de recoudre une société. Etant aux croisements de multiples problématiques, je ne peux me taire face à l'injustice et à l'intolérance de toute part. En France, nous sommes riches de notre jeunesse. À nous de prendre nos responsabilités face à elle afin qu'elle puisse se déployer grâce à la liberté, l'égalité, la justice et la fraternité réelle.

Pourquoi avez-vous accepté d'être jury de 100 Femmes de Culture. Est-ce une autre façon de mettre fin à la « couleur sociale » dont vous parlez souvent ?

RK : Je ne me suis pas du tout posé la question !

100 Femmes de culture est important car dans le concret nous reconnaissons par un jury constitué de femmes d'autres femmes, comme nous et qui œuvrent ardemment pour plus d'esthétique, de création, de liberté, de tout ce qui est essentiel au contexte actuel. C'est la seule chose qui m'anime ici.

ELIZABETH LE HOT

SOUS-DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE CULTURELLE AU SEIN DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES AU MINISTÈRE DE LA CULTURE. PRÉSIDENTE DE L'OBSERVATOIRE EUROPÉEN DE L'AUDIOVISUEL.

Elizabeth le Hot
Cheffe de service
Adjointe au Directeur général
et des industries cultu
Ministère de la Cult



Rachel Nullans : vous êtes en poste dans une direction qui propose et coordonne la mise en œuvre de mesures destinées à favoriser le développement des industries culturelles (livre, médias, musique enregistrée, audiovisuel). Après cette période d'arrêt total, quel est l'état de santé de ce secteur ?

ELH : La filière des « industries culturelles » représente un secteur de premier plan de l'économie française : 640 000 emplois, 91 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2018, et des exportations dynamiques. Levier de rayonnement international et d'influence, les industries culturelles constituent un outil d'entraînement pour la stratégie internationale d'autres secteurs économiques. En outre, les entreprises culturelles se répartissent selon un maillage territorial relativement dense et participent au dynamisme économique des territoires.

Aujourd'hui, la filière est toutefois durement affectée par la crise sanitaire. L'étude d'impact conduite par le Département des études de la prospective et des statistiques (DEPS) du ministère du Culture évalue la perte de chiffre d'affaires de l'ensemble des secteurs culturels à près de 25 milliards d'euros en 2020, alors même que la crise a démontré l'attachement des Français à la culture pendant la période de confinement. En dépit de l'accompagnement très fort de l'Etat, la culture est l'un des secteurs les plus affectés par la crise.

Son impact diffère par ailleurs largement d'un secteur à l'autre. Le spectacle vivant musical (-74 %),

le théâtre (-69 %), la danse, le cirque et les arts de la rue (-68 %), le patrimoine (-65 %) et les musées (-64 %) sont les secteurs les plus touchés en matière de perte relative de CA par rapport à 2019.

Le maintien de mesures sanitaires pour une période indéterminée limite notre capacité à prédire quel sera le rythme de reprise et l'impact durable sur le tissu économique. Les entreprises culturelles bénéficient des mesures transversales mises en place par le Gouvernement et du plan de soutien massif du ministère, mais il est difficile de dire aujourd'hui comment se portent les entreprises culturelles.

Cet impact est très profond, car la crise accentue les ruptures majeures auxquels les secteurs culturels sont confrontés depuis plusieurs années avec la transition numérique, qui impacte les industries culturelles de façon transversale. Le digital modifie les usages du public. Il bouleverse les modèles d'affaires et les modes de création, de production et de diffusion. Il transforme la relation aux territoires et aux publics. Les nouveaux acteurs numériques ont personnalisé l'expérience du public et cherchent à lui faire vivre une expérience fluide et cohérente quels que soient le support ou l'écran. Ils captent la donnée pour améliorer encore la personnalisation de leurs services.

La crise a renforcé la concurrence avec ces plateformes étrangères à rayonnement mondial et mis en lumière la fragilité économique des entreprises françaises et leur difficulté à financer le risque et l'innovation.

RN : Parmi les 5 grandes priorités du plan de relance, il est fait mention de « la consolidation des filières culturelles stratégiques (presse, cinéma et audiovisuel, livre, audiovisuel public...) ». Pouvez-vous nous en dire plus sur la feuille de route de la DGMIC ?

ELH : Dans la suite des Etats généraux des industries culturelles et créatives, lancés par les ministres de la Culture, de l'Économie, des Finances, de l'Europe et des Affaires étrangères en novembre 2019, nous poursuivons une stratégie visant à décloisonner les approches des différents secteurs culturels.

Il s'agit d'identifier les enjeux et défis communs à

ces différents secteurs, de les faire dialoguer entre eux et de dégager des problématiques communes, par exemple en termes d'innovation, de formation ou d'exportation et de dégager des projets communs.

L'objectif est de mobiliser, dès janvier 2021, le programme des investissements d'avenir, qui est un programme d'investissement mis en place par l'État pour financer des investissements innovants et prometteurs sur le territoire, afin de permettre à la France d'augmenter son potentiel de croissance et d'emplois, pour accompagner des projets collectifs et transversaux aux différents secteurs des industries culturelles.

RN : Depuis 2013, le ministère de la Culture s'est doté d'un outil d'évaluation de la place des femmes dans le champ culturel et de mesure des inégalités qui y ont cours. Mais, comme le souligne le ministère, « malgré des avancées, il reste des progrès à faire, on notera notamment l'absence de consécration des femmes aux concours, prix et distinctions artistiques alors que certains pans de la vie culturelle semblent rester sourds à l'injonction d'égalité ». Dans ce contexte, quel message souhaitez-vous adresser à ces 100 Femmes de culture ?

ELH : La place des femmes dans la culture est diverse et centrale, comme en témoigne la richesse des parcours des 100 Femmes distinguées aujourd'hui et l'ensemble des secteurs qu'elles représentent. Mais elles sont en réalité bien plus nombreuses ! C'est leur visibilité et leur reconnaissance qui sont défaillantes.

Pour les renforcer, il faut lutter contre le continuum, qui va des stéréotypes limitants jusqu'au harcèlement et aux violences sexuelles et sexistes, à l'œuvre dans tous les secteurs économiques. Entre autres conséquences, ce continuum « invisibilise » les femmes.

Les actions pour faire évoluer cette situation sont multiples. Parmi elles, les réseaux, qui s'appuient sur la solidarité et sur des actions concrètes, comme des groupes de travail ou du mentorat par exemple, sont de réels leviers de changement.

CATHERINE SUEUR

PRÉSIDENTE DE TÉLÉRAMA ET RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE DE L'ACTIVITÉ MAGAZINES DU GROUPE LE MONDE (COURRIER INTERNATIONAL, LA VIE, L'OBS).
PRÉSIDENTE DU FESTIVAL PARIS L'ÉTÉ.



Rachel Nullans : vous êtes présidente du directoire de Télérama, un titre dont le tirage papier est élevé mais qui accusait, à votre arrivée, un retard sur le numérique. Vous avez donc répondu par le lancement d'une « application Télérama ». Comment s'inscrit-elle dans la stratégie globale de Télérama ? CS : L'application Télérama a été développée avec l'ambition d'être une application servicielle dans le respect de l'ADN du magazine. Télérama a notamment bâti son identité sur la recommandation audiovisuelle. Notre application adapte cette offre hebdomadaire aux nouveaux usages. Elle répond donc à la question « Que regarder ce soir ? » Question qui n'est pas si simple que cela à une époque où la multiplication des supports (télévision linéaire, plateformes audiovisuelles...) rend l'offre pléthorique, noyant ainsi les téléspectateurs. Comme j'aime à le remarquer, « on passe plus de temps à chercher le programme qu'à le regarder ». L'application est donc là pour guider, quotidiennement et tous supports confondus, les lecteurs dans leur choix. Là encore nous conservons notre ADN car c'est la rédaction de Télérama qui fait la sélection et la partage avec les utilisateurs.

Dix-huit mois après son lancement, l'application a plus de 280 000 utilisateurs et environ 3 millions de visites mensuelles. Son audience progresse régulièrement. La période de confinement a même vu des pics de fréquentation à plus de 5 millions de visiteurs. Cette application, conjuguée à notre site internet, nous permet de répondre à la diversité des pratiques culturelles marquée par des différences fortes entre génération. Nous touchons ainsi de nouveaux utilisateurs, plus jeunes, dont les usages sont différents de ceux des lecteurs traditionnels papier de Télérama. Car il faut le rappeler : Télérama diffuse à plus de 450 000 exemplaires, dont 410 000 abonnés, avec un taux de réabonnement à 85%. C'est un magazine installé, aux lecteurs très fidèles, et je tiens à les remercier !

Mais attention, quand je dis « installé », cela ne veut pas dire qu'il ne se modernise pas. Comme le souligne notre directrice de la rédaction Fabienne Pascaud, c'est un titre qui croit plus aux évolutions successives qu'aux nouvelles

formules. Ainsi, nous nous adaptons aux nouvelles temporalités et formes d'offres culturelles que sont le replay, le podcast ou la VOD... Des changements de la formule print qui peuvent aussi attirer les lecteurs digitaux et c'est là un vrai enjeu d'avenir !

RN : Le président du directoire du groupe « Le Monde », Louis Dreyfus, vous a aussi de-mandé de le seconder sur l'ensemble des magazines du groupe (La Vie, Courrier International, Lobs, Télérama). Dans cette période complexe (dépôt de bilan de Presstalis, crise publicitaire liée à la crise sanitaire tout particulièrement durant la période de confinement), quels défis identifiez-vous ?

CS : C'est vrai, la presse écrite est face à d'énormes défis, en particulier ceux liés à la baisse inexorable de la diffusion en kiosque. C'est donc une chance dans ce contexte de travailler pour des titres ayant une telle histoire, véhiculant les valeurs fortes - telles que l'indépendance éditoriale, l'offre culturelle, le travail d'enquête et de reportage - sur les-quelles repose le groupe Le Monde. Car, face à ces défis, nous avons tous la même stratégie qui est en premier lieu de nous appuyer sur nos identités - et elles sont très fortes pour Courrier International ou pour L'Obs par exemple- et en second lieu de consolider le relais de croissance qu'est l'abonnement numérique. Prenez un titre comme Courrier International : avec 55 000 abonnés numériques, il est le premier magazine en termes d'abonnements numériques. Cela commence à faire un poids qui permet d'asseoir une économie. Notre avenir est à construire sur le développement et l'abonnement numérique.

RN : Vous venez de Radio France où vous occupiez le poste de Directrice générale déléguée. Avant cela, vous étiez Secrétaire générale du groupe Le Monde. Vous êtes aussi présidente du conseil de surveillance de L'Obs. Dans un monde où les fake news se propagent, où la vérité ne semble plus avoir d'importance et où les réseaux sociaux permettent la manipulation des électeurs, comment vous, femme de média, voyez-vous votre rôle dans l'espace démocratique ?

CS : Notre rôle est plus que jamais important dans l'espace démocratique menacé et alors qu'il y a une véritable défiance de la part de l'opinion publique quant au journalisme. Une défiance qu'il ne faut surtout pas sous-estimer et à laquelle nous devons répondre par de plus grandes exigences : une exigence d'indépendance, une exigence journalistique, une exigence de qualité et de fiabilité de l'information. Ne nous mentons pas : c'est un travail de longue haleine pour reconquérir la confiance du public. Mais cette exigence que nous nous donnons doit cependant aussi responsabiliser les lecteurs. Ils doivent comprendre que cela a un prix. Surtout

sur internet où l'on a tendance à privilégier le « gratuit » des réseaux sociaux.

La période de confinement que nous venons de traverser est, à cet égard, à prendre en exemple. Tous les titres du groupe Le Monde ont vu leurs audiences augmenter, témoignant d'un véritable besoin de se tourner vers des informations de qualité, qu'elles soient quotidiennes comme celles proposées par L'Obs ou avec une perspective internationale pour les lecteurs de Courrier International. Dans ces périodes d'incertitude, nous restons une source d'information et de décryptage vers laquelle les lecteurs se tournent. Et cela nous oblige.

RN : On vous sait très engagée pour l'égalité, et dans cet engagement il y a l'égalité femmes-hommes. D'ailleurs, à votre arrivée à Radio France, vous avez très vite agi en ce sens (30% de femmes dans les matinales, vivier de femmes à haut potentiel, travail de fond sur l'organisation structurelle). Pourquoi selon vous une initiative comme Femmes de Culture est-elle importante à notre époque ?

CS : Il est indispensable d'avoir une action déterminée en faveur de l'égalité professionnelle, car qu'il s'agisse de carrière ou de harcèlement sexuel, les choses ne sont pas encore réglées. C'est pourquoi je regarde avec beaucoup d'intérêt la troisième génération de féministes, qui, avec de nouveaux moyens d'actions et des exigences plus fortes, nous montrent qu'on peut aller plus loin.

Je suis particulièrement fière de participer à « 100 Femmes de culture » à double titre. Tout d'abord, il faut valoriser les parcours des femmes car elles ne sont jamais les ambassadrices de leur propre réussite. Je l'ai souvent vu en tant que manager : les femmes doutent plus de leur valeur que les hommes. Un homme qui est promu demandera tout de suite quel est son nouveau salaire alors qu'une femme vous interrogera sur la pertinence de votre choix... J'espère que la génération à venir n'aura pas ces mêmes réticences !

Ensuite, aujourd'hui encore, la place de la femme dans les entreprises, comme dans la société d'ailleurs, demande une vigilance de chaque instant, qui ne souffre pas de relâchement. J'ai été auditionnée par la députée Céline Calvez pour son rapport sur les femmes dans les médias pendant la crise sanitaire : face à l'urgence, on « omet » de donner la parole aux femmes. « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, éco-nomique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Pourtant Simone de Beauvoir nous avait mises en garde !



Sophie Dulac

Gérante de la société «Dulac Cinéma Groupe», Présidente du circuit de salles de cinéma «Les Écrans de Paris» ainsi que du Champs-Élysées Film Festival. Administratrice au conseil de surveillance de Publicis Groupe.

«Faire partie du jury de la 2^{ème} édition 100 Femmes de Culture est un honneur et un plaisir. Consacrer des femmes de talent qui accomplissent parfois des exploits dans un secteur plutôt masculin me renvoie à la phrase de Talleyrand «Là où tant d'hommes ont échoué une femme peut réussir».

SOPHIE DULAC

Sophie Dulac est une productrice, distributrice et exploitante de cinémas française. Avant de se tourner vers le cinéma et à la suite d'un diplôme en psychographologie, Sophie Dulac a débuté sa carrière en créant et en dirigeant un cabinet de conseil en recrutement. Elle est aujourd'hui gérante de la société «Dulac Cinéma Groupe» qui produit et coproduit aussi bien des fictions et des films

documentaires (français et international) que du cinéma d'auteur et des premiers films. Sophie Dulac s'impose donc comme une figure incontournable du cinéma indépendant. Aussi, depuis 2001, elle est également présidente du circuit de salles de cinéma «Les Écrans de Paris» et, en 2012, Sophie Dulac fonde «Champs-Élysées Film Festival», aujourd'hui premier festival de cinéma indépendant français et américain de Paris.

Elle est encore présente au sein d'autres médias et établissements culturels comme Publicis Groupe (conseil de surveillance), le Centre israélite de Montmartre (vice-présidente du conseil d'administration), le Club Média Ciné (présidente d'honneur), Judaïque FM (d'animatrice de l'émission mensuelle «Sophie fait son cinéma» depuis décembre 2018).

Régine Hatchondo

Directrice générale d'ARTE France et Vice-présidente d'ARTE GEIE. Présidente du festival littéraire «Les Correspondances de Manosque».



«J'ai accepté de faire partie de cette 2^{ème} édition Femmes de Culture pour mettre en lumière les femmes, tout simplement...»

RÉGINE HATCHONDO

Régine Hatchondo est depuis juillet 2018 Directrice générale d'ARTE France et Vice-présidente d'ARTE GEIE. Diplômée de la chambre de commerce britannique et de l'European Business School, elle a suivi une partie de ses études à Wiesbaden en Allemagne. Elle a commencé sa carrière professionnelle comme Administratrice du théâtre national de Chaillot

(1986 à 1994) sous la direction de Jérôme Savary. Elle a été ensuite Secrétaire générale du Forum des images et de la Quinzaine des réalisateurs. Elle a travaillé aussi à la Mairie de Paris notamment comme Déléguée de la mission cinéma puis Directrice des affaires culturelles ainsi que Conseillère Culture au cabinet du Maire de Paris, Bertrand Delanoë (2008 à 2009). De 2009 à 2013, Régine Hatchondo a été Directrice

générale d'Unifrance film. En 2014, elle rejoint Matignon en tant que Conseillère culture et média du Premier ministre. De 2016 à 2018, Régine Hatchondo occupe la fonction de Directrice générale de la création artistique au ministère de la culture et de la communication. Parmi ses engagements associatifs, elle préside depuis 2012 le festival littéraire «Les Correspondances de Manosque».



Rachel Khan

Co-directrice du centre culturel HIP HOP de la ville de Paris « La Place ».

« C'est un immense plaisir que de participer à cette édition des 100 femmes de la Culture pour mettre à l'honneur ces femmes puissantes, toutes différentes dans ces champs interdisciplinaires, mais aussi toutes essentielles à la création, à la promotion, à la transmission, à la diffusion et à l'accessibilité de cette magie qu'est l'art. »

RACHEL KHAN

Danseuse classique, championne de France d'athlétisme, spécialiste en droit public international, elle mène des travaux sur les droits fondamentaux (DESS et DEA). En 2020, elle est à la tête de l'établissement culturel : « La Place », centre culturel HIP HOP de la ville de Paris (co-directrice). Rachel Khan est aussi comédienne au cinéma, à la télévision et au théâtre. On la

retrouve dans *Les monologues du vagin* en 2017 à Avignon et dans *Sur la route* d'Anne Voutey. Elle est encore auteure du roman *Les grandes et les petites choses* (2016) et profite de sa participation à l'ouvrage *Noire n'est pas mon métier*, sorti en 2018, pour prôner un cinéma plus ouvert lors de la montée des marches à Cannes la même année. L'on retiendra aussi son engagement culturel en tant que conseillère culture au

cabinet du Président de la Région IDF en 2009 et son engagement féministe en tant que directrice de Causette Afrique en 2016. Enfin, en 2013, elle est nommée par la Maison Blanche au programme international leaders.

« Très honorée de faire partie de ce jury, afin de mettre en lumière ces femmes de culture, qui nous inspirent par leurs réalisations, leurs prises de position ou leur talent ».



Elizabeth Le Hot

Sous-directrice du développement de l'économie culturelle au sein de la direction générale des médias et industries culturelles au ministère de la Culture. Présidente de l'Observatoire européen de l'audiovisuel.

ELIZABETH LE HOT

Elizabeth Le Hot est sous-directrice du développement de l'économie culturelle au Ministère de la Culture. En 2018, elle était devenue la nouvelle présidente de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, la France succédant à la Pologne à la présidence de l'institution. Enarque, elle a dévolu sa carrière aux droits des femmes, à la famille et à la culture. Elle a ainsi été successivement conseillère au Ministère des Droits des Femmes (2013-2014) puis au Ministère délégué à la famille (2014-2015) avant de devenir, un an plus tard, directrice adjointe de cabinet au Ministère de la famille, de l'enfance et des droits des femmes.



Catherine Sueur

Présidente de Téléràma et responsable de l'ensemble de l'activité magazines du groupe Le Monde (Courrier international, La Vie, L'Obs). Présidente du festival Paris l'Été.

« Parce que les inégalités entre les femmes et les hommes existent aussi dans la culture, il est essentiel de mettre en valeur toutes celles – et elles sont nombreuses ! – qui font la culture aujourd'hui »

CATHERINE SUEUR

Catherine Sueur est présidente de Téléràma et responsable de l'ensemble de l'activité magazines du groupe Le Monde (Courrier international, La Vie, L'Obs). Elle a débuté sa carrière à l'Inspection générale des finances où elle a mené diverses missions d'audit et d'évaluation d'institutions publiques et de politiques publiques (enseignement professionnel initial, France Télévisions, contrôle des

services déconcentrés du Ministère de l'économie, etc.). Elle a ensuite exercé des fonctions de direction dans le secteur de la culture et des médias en tant qu'administratrice générale adjointe du musée du Louvre (en charge du pôle culturel, de la communication et du mécénat), secrétaire générale du groupe Le Monde et directrice générale déléguée de Radio France. Elle a également été directrice générale adjointe de l'Assistance publique-hôpi-

taux de Paris. Elle est ancienne élève de l'École Polytechnique et de l'École nationale d'administration. Parmi ses engagements associatifs, elle préside le festival Paris l'Été (spectacle vivant dans l'espace urbain dans le Grand Paris) et l'entreprise d'insertion « Travail et Vie » (prise en charge de personnes en grande difficulté sociale).

]100 FEMMES [
DE CULTURE [

PARTENAIRES

EMMA LAVIGNE

DIRECTRICE DU
PALAIS DE TOKYO



C'est un plaisir pour moi d'accueillir, pour la deuxième fois, l'événement 100 femmes de culture. J'aimerais évidemment saluer les partenaires de cet événement, les jurées, mais aussi les participantes et plus généralement votre travail et votre engagement à toutes ici présentes.

Depuis mon arrivée, on m'a beaucoup interrogé sur le fait que j'étais une femme et on n'a eu de cesse de me demander ce que cela faisait d'être une femme à la Présidence du Palais de Tokyo.

Cette question, si elle n'est pas mal intentionnée, souligne à quel point il est encore nécessaire d'œuvrer chaque jour pour qu'être une femme ne soit plus une question, mais une évidence. Dans mon quotidien, je ne me désigne pas moi-même comme femme. Je ne me dis pas, à chaque décision que je prends ou à chaque exposition que je montre, que ceci est le travail d'une femme. C'est mon métier et ma compétence. Et cela indépendamment de la question du genre.

Cela ne m'empêche pas de veiller, à chaque étape et pour chaque dimension de la Présidence du Palais de Tokyo, qu'il s'agisse de la programmation, de l'égalité au sein des équipes de l'établissement ou de la politique que nous menons en direction des publics femmes à ne pas exclure, à ne pas discriminer et au contraire à construire un Palais Ouvert, qui est le projet que je porte pour ce centre d'art de dimension internationale. Un palais ouvert à tous les publics, à tous les territoires, à tous les genres, un Palais qui se fait caisse de résonance des grands mouvements qui agitent notre monde, dont le féminisme évidemment, mais aussi les questions liées au genre et à l'inclusivité de nos sociétés.

La place des femmes, et notamment des artistes femmes, est centrale au Palais de Tokyo. Elle l'est tout autant dans mon travail. Déjà au Centre Pompidou, en 2008, lorsque j'étais conservatrice pour l'art contemporain, j'avais organisé l'exposition Elles@centrepompidou, consacrée aux artistes femmes avec plus de 350 œuvres. En 2015, j'étais également commissaire de la rétrospective de l'artiste Dominique Gonzalez-Foerster et organise son itinérance au K20 Düsseldorf.

Au centre Pompidou Metz, j'ai notamment présenté To Breathe, installation de l'artiste coréenne

Kimsooja, ou l'exposition Couples modernes qui éclaire le rôle créatif joué par des femmes parfois restées dans l'ombre. Juste avant de partir, j'ai organisé les expositions Théâtre des métamorphoses, consacrée à Rebecca Horn, et Frémissements, à l'artiste autrichienne Susanna Fritscher.

Ce travail, je le poursuis ici depuis 2019, dans la droite ligne de l'engagement durable du Palais de Tokyo aux côtés des artistes femmes depuis près de 20 ans. La place des artistes femmes, et singulièrement des artistes de la création contemporaine dans les institutions est malheureusement encore un combat que nous devons collectivement mener. C'est ce que fait l'événement 100 femmes de culture. C'est aussi ce que fait le prix Aware, dont je suis membre du Jury, pour les artistes femmes. Mais au-delà de ces événements, c'est dans l'ensemble de la programmation que je souhaite valoriser le travail des artistes femmes. Depuis février, nous accueillons le travail exceptionnel d'Ulla Von Brandenburg, dont l'exposition Le milieu est bleu est prolongée jusqu'au 3 janvier pour un projet total et évolutif inspiré du Théâtre et que je vous invite, si vous ne l'avez pas encore fait, à découvrir.

En 2021, nous renforçons cette dynamique avec la Carte Blanche que nous confierons, à partir de février, à l'artiste Anne Imhof, qui investira l'ensemble des espaces du Palais de Tokyo. A l'été, la mémoire de la cinéaste Sarah Maldorot sera ensuite honorée et les créations d'Aïda Bruyère exposées ; pour enfin mettre en lumière à l'automne le travail de quatre femmes artistes (Mimosa Echard ; Libia Posada ; Laura Henno ; Minia Biabiany) avec des expositions personnelles dans le cadre de la saison Réclamer la Terre.

En 2022, nous consacrerons une exposition à la peintre Miriam Cahn.

Le travail d'une institution est d'être aux côtés des femmes artistes mais aussi de prendre la parole sur la question de la place des femmes dans nos sociétés, et de prendre des mesures pour corriger les nombreuses inégalités qui subsistent encore entre les femmes et les hommes dans le monde professionnel.

Pour la première fois, l'équipe curatoriale du Palais de Tokyo est à parité. Les postes de direction du Palais de Tokyo sont également pourvus à parité. Aujourd'hui, notre centre emploie 48% de femmes également répartis entre toutes les catégories d'emploi et nous sommes fiers, même s'il reste encore du chemin à parcourir, d'avoir obtenu une note de 87/100 à notre index sur l'égalité femmes hommes. Les rémunérations sont à égalité, avec même une rémunération moyenne des femmes supérieure à celle des femmes.

Comme notre tutelle, le Ministère de la Culture, nous sommes résolument engagés dans l'obtention de certification en la matière, notamment le label AFNOR égalité.

Nos textes, pour la plupart, essaient de lisser les discriminations linguistiques grâce à l'écriture épicienne et, souvent, à l'écriture inclusive.

La programmation elle-même invite les artistes à se questionner sur la place des femmes dans la société, à l'image de l'exposition Réclamer la Terre de l'octobre 2022 qui se positionne clairement du côté de l'écoféminisme. Les stéréotypes de genre sont aussi régulièrement dénoncés dans les expositions du Palais ou au cœur des performances de la manutention.

Nous engageons cette année, pour préparer la trajectoire de l'institution pour l'avenir, une démarche de responsabilité sociale, sociétale et environnementale qui comprend notamment un volet lié à l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'entreprise, mais aussi un volet de sensibilisation de la société et des publics à ces problématiques qui sont au cœur de notre programmation. L'art a la capacité, sur ce sujet comme sur d'autres, d'éclairer les débats, de les alimenter, de faire naître, chez les spectateurs, les questionnements.

Enfin, nous nous engageons pour notre public. Il faut le rappeler, 70% des visiteurs du Palais sont des femmes. Mais parce que nous avons aussi le devoir d'être le plus ouvert possible et d'œuvrer en direction de tous les publics, le Palais de Tokyo s'engage aux côtés des femmes qui sont encore trop souvent victimes. Nous avons mené un projet Educualab, qui sont les workshops du Palais de Tokyo avec les structures du Champs social, avec le Palais de la Femme en 2016, à l'occasion duquel l'artiste Claire Glorieux a pu travailler avec des femmes en difficulté sociale. Les objectifs de ce projet étaient de développer des savoirs et savoir-faire, mais aussi des postures sociales et intellectuelles garantes de l'émancipation, d'initier une démarche créative par la pratique effective dans le cadre d'ateliers et de visites guidées et envisager le centre d'art comme un espace citoyen. Je crois que cela résume parfaitement l'ambition qui est celle du Palais.

Nous poursuivons ce travail aux côtés des associations partenaires avec l'association Sortie du Cancer (réservée aux femmes sur le volet culture-santé) et avec l'espace Solidarité Insertion HAFB (Halte Aux Femmes Battues). Il s'agit de femmes isolées avec enfant(s).

Comme le disait Miriam Cahn à l'occasion d'un entretien pour son exposition à la Haus der Kunst en 2019 : « La moitié de l'histoire de l'art n'existe pas car nous n'en faisons pas partie. Maintenant, les artistes femmes doivent rattraper cette moitié manquante de la culture »

Je complèterais cette citation en disant que ce ne sont pas que les artistes femmes qui doivent rattraper cette moitié manquante, mais nous toutes au quotidien.

AGNÈS SAAL

HAUT FONCTIONNAIRE À L'ÉGALITÉ, À LA DIVERSITÉ ET À LA PRÉVENTION DES DISCRIMINATIONS, AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE LA CULTURE



Rachel Nullans : vous avez été nommée en août 2018, selon vous, quel rôle le statut de la culture lui confère spécifiquement sur ces questions d'égalité, de diversité et de prévention des discriminations ?

AS : Je suis Haute fonctionnaire Diversité-Egalité et je tiens à la féminisation de l'adjectif ! Cette responsabilité est éminente et passionnante, précisément parce que je la conçois comme une démarche inclusive, intégrée, qui englobe l'interne et l'externe. Je veux susciter la prise de conscience d'abord, puis la conviction partagée que ces discriminations et inégalités d'un autre temps, encore si prégnantes pourtant, sont intolérables, inacceptables, et privent nos sociétés de talents magnifiques.

Et c'est tout aussi vrai au sein des services et établissements du ministère, des structures culturelles publiques et privées, des collectivités territoriales, que dans les politiques mises en œuvre dans les productions, les programmations...

L'obtention des labels Diversité-Egalité de l'Afnor par le ministère et une vingtaine d'établissements publics permet d'outiller la démarche. Mais, au-delà, je procède par la mobilisation de celles et de ceux qui considèrent, comme moi, que l'égalité réelle ne constitue pas un vœu pieux mais une urgente nécessité.

RN : Dans la « feuille de route égalité 2018-2022 » du ministère de la Culture, il est noté que « la promotion de la diversité et de l'égalité a vocation à irriguer l'ensemble des politiques

culturelles ». Concrètement, comment cela se traduit-il ?

AS : La Feuille de route Egalité retrace le chemin accompli depuis 2018 et fixe les orientations jusqu'en 2022 : nommer les femmes aux postes de responsabilité, leur permettre d'accéder aux moyens de création et de production, atteindre l'égalité salariale, lutter contre les violences et le harcèlement sexuel et sexiste, mieux accompagner les jeunes femmes -majoritaires dans nos écoles - vers les métiers culturels, déconstruire les stéréotypes sexistes dans les contenus, dans l'enseignement...

L'ambition est haute, et aucun secteur n'est oublié : de l'architecture au jeu vidéo, des arts visuels à l'édition scolaire et à la presse, du cinéma et de l'audiovisuel au spectacle vivant...

RN : Si nous regardons spécifiquement le cas de l'égalité femmes-hommes, il semble que les industries culturelles ont encore du chemin à parcourir. Qu'il s'agisse de l'invisibilité des femmes (le rapport de la députée Céline Calvez sur l'invisibilité des femmes dans les médias pendant la crise sanitaire ou encore le manque de reconnaissance artistique pointé par le rapport annuel), des violences sexuelles et sexistes (dans le cinéma on pense au phénomène #Me-Too et l'affaire Adèle Haenel, dans le jeu vidéo les différentes affaires en cours chez Ubisoft), ou encore de l'accession des femmes à des postes à responsabilité (et ce dans tous les domaines), on est loin de l'égalité parfaite... Comment le ministère accompagne ces différentes industries pour que les choses changent ?

AS : Le ministère et ses opérateurs (CNC, CNM...) disposent de moyens puissants, pour peu qu'ils veuillent s'en saisir : l'éga-conditionnalité en est un, dans la mesure où l'octroi d'un soutien public, financier, réglementaire, fiscal, peut et doit - à mon sens - être assorti d'engagements, de moyens au moins, de résultats de préférence, mesurables, en faveur de l'égalité et de la diversité. De même, le ministère a conçu et met à disposition un arsenal complet de mesures (procédures pénales et disci-

plinaires, formation, accompagnement ciblé) pour aider les institutions publiques et privées à lutter résolument contre les VHSS.

RN : Pour vous, en quoi une initiative comme « 100 Femmes de culture » est nécessaire dans le paysage culturel actuel ?

AS : L'initiative jette un coup de projecteur sur des parcours et permet de mettre en avant des « rôles modèles » susceptibles de déclencher des vocations. Cela montre que les femmes sont tout aussi légitimes et talentueuses que les hommes.

De mon point de vue, ce ne sont pas les femmes qui sont en cause, mais bien la systémie « patriarcale » qui, encore aujourd'hui, érige le masculin en norme...

RN : Vous êtes cheffe de la mission Expertise culturelle internationale de la France, alors que la diplomatie culturelle a radicalement muté. Pourquoi est-il plus important que jamais de renouveler notre stratégie en la matière et quels sont les axes stratégiques à adopter ?

AS : Cette mission vise à valoriser les compétences, les savoir-faire, l'expertise culturelle sur les marchés internationaux, en prospectant la demande, de plus en plus nombreuse et diversifiée, en offrant un point d'entrée aisé et identifié aux projets et aux financements, en « assemblant » les équipes d'expert.e.s pour répondre le plus finement possible aux besoins exprimés : de l'Éthiopie au Bénin, de Carthage à Yaoundé, des Balkans au Maroc. En deux ans, cette jeune mission a démontré son utilité.

Incontestablement, au-delà des ressources financières que ces projets procurent aux établissements, mais aussi aux entreprises, il s'agit de transmettre à nos partenaires - sans arrogance - des savoir-faire, mais aussi une certaine vision du rôle sociétal, économique et politique de la culture.

ANNE TALLINEAU

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND
POUR LA JEUNESSE (OFAJ)



Rachel Nullans : vous êtes en poste depuis le 1er janvier 2020. Quel est votre agenda pour cet organisme ?

AT : Je suis arrivée à l'OFAJ avec la volonté de mettre mon énergie et mon expérience au service des liens entre les jeunes françaises, allemandes et européennes. Nous avons la chance à l'OFAJ de pouvoir soutenir les jeunes dans leurs engagements et leurs passions, par exemple culturelles. En 2019, 190 000 jeunes avaient participé à nos programmes d'échanges et de rencontres.

L'irruption de la crise sanitaire a représenté un défi inédit depuis la création de l'OFAJ en 1963, en mettant dans un premier temps à l'arrêt la quasi-totalité de nos programmes à destination des jeunes scolarisés, étudiants ou professionnels. Nous nous sommes tout d'abord mobilisés avec l'équipe de l'OFAJ pour venir en aide à nos partenaires, associatifs notamment, pour maintenir ou transformer les formats d'échanges de jeunes entre la France et l'Allemagne et en Europe pendant cette période.

Le défi est maintenant de relancer les programmes et les projets pour la jeunesse après des mois de déplacements limités. En effet, il y aura un avant et un après la crise du Coronavirus pour les jeunes en Europe. Ils seront très impactés par ses conséquences, économiques notamment. Ensemble, avec mon homologue allemand, notre agenda est désormais tourné vers la promotion d'échanges qualitatifs en utilisant les potentialités du numérique ou au plus proche des intérêts des jeunes pour les enjeux écolo-giques par exemple. Nous devons aussi veiller à nous adresser à toutes les jeunes et à intégrer

les jeunes moins favorisés qui doivent aussi pouvoir profiter de ces échanges internationaux et inter-culturels.

De même, nous nous engageons en soutenant l'intérêt de la jeunesse pour le projet européen qui est notre bien commun. L'engagement citoyen et la participation des jeunes à nos sociétés sont indissociables de notre avenir. Dans la vie de nos pays, nous aurons de nombreux rendez-vous dans les années à venir au cours desquels nous aurons à cœur d'être au côté des jeunes françaises allemandes et européennes.

RN : À votre arrivée, vous avez déclaré que l'égalité femmes-hommes faisait partie de vos priorités. Comment traduisez-vous cet engagement ?

AT : Bien évidemment, la question de l'égalité des sexes est présente au sein de nos programmes d'échanges de jeunes, aussi bien que lors des manifestations que nous organisons ou des débats... Ce se traduit dans le choix des intervenants et intervenantes afin que chacun, chacune dans le public se sente représenté-e.

En tant qu'organisation pour la jeunesse, il est de notre devoir de créer des espaces d'échanges, de débat et d'engagement sur les sujets qui préoccupent directement les jeunes. La question de l'égalité hommes-femmes en est un des principaux. C'est donc naturellement que la question du genre et de la place des femmes sont des thèmes récurrents dans de nombreux projets d'échanges que nous soutenons. Il est d'ailleurs intéressant de comparer l'approche de deux cultures, proches et différentes, française et allemande. Comme lorsque ces programmes incluent des jeunes des Balkans ou du Maghreb pour qui cet enjeu sociétal n'a pas la même réalité.

Sur un plan interne, rien de tel que l'exemplarité pour faire évoluer les mentalités. C'est ainsi que les postes de responsabilité répartis entre Paris et Berlin à l'OFAJ sont largement occupés par des femmes. Je m'en réjouis.

RN : Votre prise de poste a très vite été bousculée par le confinement. Comment avez-vous opéré la continuité de votre activité ?

AT : C'est vrai que mon arrivée en janvier ne s'est pas faite au rythme d'un long fleuve tranquille, alors que les échanges internationaux sont au cœur de la mission de l'OFAJ et que les frontières européennes ont été fermées en mars.

Heureusement, l'équipe a su faire preuve d'une grande capacité d'adaptation et de réactivité. Aussi car en tant qu'organisation internationale basée sur plusieurs sites (Paris et Berlin et une antenne à Sarrebruck), nous étions déjà habitués à travailler avec toujours au moins une partie de l'équipe à distance. Le personnel de l'OFAJ est profondément engagé dans ses missions. Notre transition s'est opérée de manière rapide et efficace alors qu'une grande partie de l'équipe est toujours en télétravail.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que ce saut dans le digital ne s'opère pas avec la même facilité pour tous nos partenaires, ni surtout pour tous les jeunes. Nous en sommes conscients et travaillons pour continuer à offrir au plus grand nombre des expériences de rencontre des autres.

RN : Avant de rejoindre l'OFAJ, vous avez été directrice générale déléguée de l'Institut Français pendant 5 ans. Selon vous, pourquoi la culture est-elle un soft-power efficace ?

AT : Dans le chaos du monde, la culture est plus que jamais indispensable pour toucher les âmes et les cœurs. Les livres, tableaux, films, pièces de théâtre sont d'abord un facteur d'épanouissement pour les artistes et leurs spectateurs, leurs lecteurs, mais ils créent aussi un lien d'entre eux.

La culture crée du commun et elle permet aussi d'appréhender l'autre et son altérité. Dans le champ culturel, l'affirmation de soi ne passe pas par la négation de l'autre pour reprendre la formule d'Amin Maalouf dans « Les Identités Meurtrières ». En tant que secrétaire générale de l'OFAJ aujourd'hui, je suis heureuse de contribuer à créer ces liens essentiels entre les sociétés civiles et les jeunes en Europe.

VÉRONIQUE GOMEZ

RESPONSABLE DU SECTEUR CULTUREL DIRECTION DES CLIENTÈLES
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE CREDIT COOPERATIF



Rachel Nullans : le Crédit Coopératif est un établissement bancaire qui véhicule les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire. Certaines de ces valeurs résonnent depuis la crise sanitaire. Pouvez-vous nous en dire plus sur l'ESS ? Comment une banque peut-elle s'inscrire dans ce mouvement ?

VG : Nous sommes effectivement dans un monde en transition : écologique, sociale, économique et culturelle. L'ambition du Crédit Coopératif est de contribuer à cette transition, notamment par une économie plus respectueuse des femmes, des hommes et de l'environnement.

L'économie sociale et solidaire est un des leviers d'action qu'affectionne particulièrement le Crédit Coopératif, qui revendique son appartenance à cette économie depuis plus de 125 ans.

Le Crédit Coopératif est une banque qui s'inscrit dans une démarche de responsabilité avec un modèle de gestion responsable et durable :

- pas d'activité dans les paradis fiscaux
- pas de spéculation sur les marchés financiers
- financement de projets ancrés dans l'économie réelle qui apportent des réponses utiles à la construction d'une économie durable.

RN : Vous comptez plus de 9500 structures culturelles parmi vos clients. Comment voyez-vous la mission du Crédit Coopératif dans ce secteur particulier ?

VG : Ces associations et entreprises sont des acteurs économiques essentiels à la création et à la diffusion de la culture dans les territoires. Animé par une forte volonté de contribuer au rayonnement de la culture, le Crédit Coopératif s'est engagé depuis plus de 30 ans au côté des acteurs de ce secteur. Il intervient sur une large palette de disciplines qui couvre le spectacle vivant, la musique enregistrée, l'exploitation cinématographique, l'édition, la librairie... Il y a 10 ans, le ministère de la Culture décernait au Crédit Coopératif la distinction de Grand Mécène de la Culture pour son engagement de banquier auprès du secteur culturel et pour l'action de sa Fondation d'entreprise.

Avec plus de 9 000 structures culturelles clientes, le Crédit Coopératif possède une connaissance très fine de leurs spécificités, enjeux et problématiques. Ainsi, la banque propose et développe au quotidien des réponses sur-mesure à leurs besoins bancaires, sans oublier bien sûr ses valeurs de solidarité.

RN : Dans leur communiqué de presse post-confinement, vos dirigeants n'ont pas manqué de citer le cas du secteur culturel qui est (quasiment) à l'arrêt depuis quelques mois. Est-ce à dire que vous ferez un accompagnement spécifique ?

VG : Nos clients du secteur culturel ont été parmi les plus impactés par la crise et le sont toujours. Le Crédit Coopératif a très rapidement déployé les solutions bancaires préconisées par l'État : les prêts garantis par l'État et les reports d'échéances de prêt. Ces solutions ont permis à court terme d'apporter à nos clients la trésorerie nécessaire pour faire face à leurs charges incompressibles qu'ils n'étaient pas en mesure de reporter.

Le Crédit Coopératif reste très attentif aux mesures annoncées par la puissance publique et se

conformerà à la position de l'État pour poursuivre son accompagnement du secteur. Cependant, l'endettement bancaire ne sera pas la seule réponse à la crise sanitaire. Il ne peut se substituer à un plan de relance massif de l'État.

Les structures culturelles sont caractérisées par une insuffisance de leurs fonds propres ce qui les fragilise, les rendent dépendantes des banques et limitent leur capacité d'endettement. Nous souhaitons les accompagner dans la recherche de ressources durables pour leur permettre de renforcer et consolider leurs structures financières, financer la reprise de leurs activités et leurs projets de développement.

Le Crédit coopératif est administrateur de l'Ifcic, organisme de garantie bancaire mis en place par le ministère de la Culture et le ministère de l'Économie et des finances. L'Ifcic donnera ainsi sa garantie ou non sur un dossier de prêt dans le secteur culturel. Voyez-vous autant de dossiers déposés par des femmes que par des hommes ?

Notre activité s'inscrit au sein d'un réseau de partenaires tels que le ministère de la Culture, les DRAC, l'IFCIC, les fédérations culturelles, les syndicats professionnels (...) qui participent au quotidien au développement de notre expertise.

L'IFCIC est un partenaire historique du Crédit Coopératif auquel nous faisons appel pour garantir ou cofinancer les prêts mis en place en faveur des structures culturelles. Nous poursuivons, non seulement aujourd'hui, cette précieuse collaboration, mais également demain.

La question de la parité est un vrai sujet, mais nous ne tenons pas de statistiques sur les genres des personnes à la tête des structures de la culture que nous accompagnons.

BORIS GREBILLE

DIRECTEUR DE L'IESA ARTS&CULTURE



Rachel Nullans : vous êtes le directeur d'une école qui forme aux métiers de la culture et du marché de l'art. En tant qu'acteur de l'enseignement supérieur, quels enseignements tirez-vous de la période actuelle ?

BG : Cette période complexe n'est malheureusement pas terminée. Elle a l'avantage de mettre en lumière les contradictions de nos sociétés, tout à la fois très attachées à avoir des réponses et à ne pas les accepter. L'art, dont le paradigme est le questionnement, s'est révélé extrêmement précieux dans cette crise, en permettant de repenser les questions fondamentales et, particulièrement pour nous, celle de la place de l'art et de la culture dans notre manière de faire société. La question de la médiation par exemple a été au cœur des innovations des entreprises et institutions culturelles. Dans un monde confiné, ce questionnement de notre rapport à la relation qui fait grandir et émancipe a été essentiel.

RN : Cette période, qui a bouleversé notre rapport à la culture, oblige le secteur à innover à marche forcée. Cela a-t-il une incidence sur le contenu de vos programmes pédagogiques ?

BG : Oui, évidemment, tant sur la forme que sur les contenus pédagogiques. Je parlais de mé-

diation et la formation contient elle aussi des formes de médiations. Nos étudiants qui se sont retrouvés à suivre leur cours à distance ont été confrontés, comme les institutions culturelles, à cette notion de relation « empêchée », comme on parle de publics « empêchés ». Ils ont donc dû intégrer les innovations technologiques non pas comme une obligation culturelle mais comme un moyen de mettre en œuvre autrement les liens sociaux fondamentaux. Pour notre part, nous avons également analysé ces données nouvelles et leur application au champ culturel. Puis nous les avons intégrées à nos cursus.

RN : Comment vos étudiants perçoivent-ils ces mutations ?

BG : La jeunesse n'est pas un groupe homogène et les réactions de nos étudiants ne sont donc pas identiques. L'insouciance, la crainte, l'aphasie ou le désir d'agir sont mêlés, parfois même au sein des mêmes personnes. Mais on sent nettement que le besoin de sens, qui était déjà largement présent, s'est encore intensifié. La culture comme divertissement n'est plus leur enjeu. Ils cherchent à lui redonner une place essentielle qui réponde aux grands questionnements contemporains. Les mutations qu'ils perçoivent sont finalement celles dont ils se saisissent. L'hyperprésence des images et des réseaux qu'ils utilisent devient source de créativité plutôt que d'uniformisation. Ils transforment l'injustice sociale et économique criante qui n'arrive plus à s'excuser elle-même en points de rupture permettant l'invention de nouvelles formes d'expressions relationnelles. Ils arrivent même à transfigurer la question angoissante de l'écologie et d'un avenir passablement compromis en source d'espérances concrètes, moins idéologiques qu'expérimentales. Les mutations ne leur font pas peur. Ils les appréhendent non comme un progrès linéaire, mais comme une multitude de subversions.

RN : Les effectifs des établissements sont majoritairement féminins (61% selon les chiffres du rapport). Or on voit peu de femmes à des

postes de direction. Avez-vous un message à transmettre à ces jeunes femmes que vous formez ?

BG : Les choses n'évoluent en effet malheureusement pas assez vite dans ce domaine, même, et c'est malheureux, dans le secteur culturel. Pour autant, de plus en plus de femmes marquent notre secteur et deviennent ainsi des modèles de référence pour les jeunes femmes que nous formons. J'ai envie de leur dire que, dans un monde en crise, c'est la réussite des projets qui fait foi et qu'en ce sens elles arrivent à un moment propice pour bouleverser les schémas établis. Les digues du vieux monde ne tiennent plus, on le sent, et c'est salvateur. Le temps des réponses s'achève et je crois que celui des questionnements se déploiera dans la complémentarité des genres. Les femmes devront certes continuer à lutter, car rien n'est encore acquis et les petites avancées ne sont malheureusement pas toujours définitives. Mais à l'image des femmes qui, aujourd'hui déjà, portent des projets essentiels pour la culture, elles seront demain plus nombreuses à des postes de direction.

MARY DE VIVO

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET ARTISTIQUE
DU « RÉSERVOIR » À PARIS



Rachel Nullans : vous dirigez une salle mythique, Le Réservoir. Que représentent pour vous la culture et la création ?

MDV : Je suis d'origine italienne, issue d'une famille d'intellectuels et entourée de comédiens. Je suis montée sur les planches à l'âge de 7 ans, puis j'ai été élève de Vittorio Gassman. C'était ma première vie ! J'adore apprendre et je me suis toujours passionnée pour de nouveaux domaines. J'ai ainsi suivi, après ma carrière de comédienne, des cours de gestion médicale et des études de sport. Puis un coup de foudre me mène à Paris. J'abandonne tout et je repars à zéro ! Je prends des cours de diction et ambitionne de reprendre ma carrière de comédienne. Mais un autre projet me tient à cœur : celui du Réservoir ! Mon coup de cœur était musicien, je me suis naturellement passionnée pour son métier et je l'ai aidé à monter ses studios d'enregistrement. J'aime guider, pousser les talents, c'est dans ma nature ! Je me lance alors pour construire mon rêve brique à brique, dans des emplois de secrétaire de direction, de prof d'italien, de prof de gym... Je fonde même une compagnie de théâtre, véritable vivier de jeunes comédiens collant au répertoire classique. Quand je deviens mère, je décide de créer un grand endroit

convivial où chacun pourrait exprimer son talent à sa guise, sans jugement, sans contraintes. Je rêve d'une oasis de liberté pour l'art ! Vittorio Gassman lui-même encourageait cette émulation artistique et amicale. Le partage, c'est toute ma vie ! Quelques économies en poche, je fais le tour des banquiers de la capitale et j'obtiens un prêt pour acquérir ce qui deviendra le Réservoir. C'est alors un ancien entrepôt désaffecté, mais le déclic est au rendez-vous ce jour-là. J'imagine déjà les concerts et les représentations qui s'y tiendront, mais aussi les projections, les courts-métrages, les expositions de peinture, les soirées, les anniversaires. J'ai l'intuition que le tout-Paris se côtoiera bientôt dans ce lieu, longtemps et cela depuis 1995.

Donc la culture c'est la vie !

RN : Comment cela s'incarne au Réservoir ?

La décoration est le fruit de mon imagination. Elle a été réalisée par Jean-Paul Bernard, Anne-Cécile Ribeiro, Leeb et 40 autres intervenants. C'est un repère baroque impressionnant au cœur duquel s'alternent meubles dorés, miroirs, petites bougies et gros lustres. Des cages à oiseaux entourent la scène, les banquettes sont des lits à baldaquins, les tentures et les sculptures confèrent au lieu une touche inimitable. C'est un peu le paradis du mécénat pour toutes les formes d'art et d'expression culturelle. Le public du Réservoir est totalement hétéroclite et tant mieux ! Le Réservoir, c'est le cœur battant de la Bastille ! Un haut lieu de la nuit parisienne. Tout le monde peut y venir. Niveau programmation, j'ai un carnet d'adresses impressionnant ! J'invite les meilleurs des artistes, qu'ils soient connus ou pas, et des coups de cœur également. J'ai fait venir Toto, Tricky, The Cure, Placebo, Jimmy Cliff, Bruel, Souchon... et la liste est longue ! Des représentations de café-théâtre ont également lieu. Nous avons eu Frank Dubosc mais aussi Jango Edwards. Les anniversaires et les soirées de personnalités sont très nombreux, des événements exceptionnels dans le plus grand secret sont organisés au Réservoir et ailleurs dans le monde. Quoiqu'il se passe à Paris, le Réservoir

reste le lieu des belles prestations par excellence ! Je mets tout en œuvre pour avoir les meilleurs : équipements, prestations artistiques, cuisine du monde, bar. Ici tout est 100% artisanal et fait avec passion ! Les concerts très privés sont de véritables bijoux sonores !

RN : Vous avez aussi écrit un guide pour les jeunes artistes. Promouvoir les nouvelles générations, c'est important pour vous ?

MDV : La promotion de jeunes talents est ma raison de vivre. Je donne carte blanche à de jeunes artistes et je m'occupe de leur lancement en invitant des professionnels. En tant que productrice, j'ai fait participer des jeunes talents à côtoyer des grands au Réservoir, à L'Olympia, ou ailleurs. En ce moment, Le Grand Bal Soleil, un vendredi par mois. Je sens qu'on va remplir le Stade de France un jour comme les Kassav l'ont fait.

Ces fonctions variées et multiples, toujours dans le monde artistique, me permettent de véritablement révéler des talents, ceux-là même qui se produiront demain au Réservoir !

RN : Aujourd'hui, comment voyez-vous l'avenir des salles de concerts et spectacles ?

MDV : Là, The Sex Pistols vont répondre pour moi : « No future » !

RN : Pourquoi avez-vous choisi de vous engager auprès de 100 Femmes de Culture ?

MDV : Un pape a dit : « Dio é mamma ». Quinze jours plus tard, il est mort dans des conditions mystérieuses. Je suis sûre que le monde se porterait mieux avec des gens qui savent donner la vie dans le but de la pérenniser, la stabiliser avec justice, sincérité, honnêteté et bon sens, espèce rare de nos jours.

PALAIS DE TOKYO

Effervescent, audacieux et pionnier, le Palais de Tokyo est le lieu vivant des artistes d'aujourd'hui. Il est également le plus grand centre de création contemporaine en Europe, et un espace d'expositions unique en son genre. Friche rebelle aux allures de Palais, anti-musée en métamorphose permanente, le Palais de Tokyo tient Paris en éveil depuis 2002. À la fois accessible et exigeant, généreux et pointu, chaleureux et radical, poétique et transgressif, il est un territoire d'apprentissage, d'expériences, d'émotions et de vie ; un territoire d'où jaillit l'inattendu. Porté par la volonté de changer notre vision de l'art et d'être une caisse de résonance du Monde, le Palais de Tokyo nous invite à devenir les témoins des audaces et des bouleversements de notre époque et à vivre l'expérience de l'art en train de se faire, sous toutes ses formes.



Au sein du ministère de la Culture, la direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC) définit, coordonne et évalue la politique de l'État en faveur du développement du pluralisme des médias, de l'industrie publicitaire, de l'ensemble des services de communication au public par voie électronique, de l'industrie phonographique, du livre et de la lecture et de l'économie culturelle.

Dans ce cadre, elle propose et coordonne la mise en œuvre de mesures destinées à favoriser le développement des industries culturelles.

OFAJ DFJW

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) est une organisation internationale au service de la coopération franco-allemande, créée en application du Traité de l'Elysée, signé le 22 janvier 1963, et implantée à Paris et à Berlin. Elle a pour mission de développer les relations entre la jeunesse française et la jeunesse allemande, au service d'une Europe élargie. (...) L'OFAJ est un centre de compétence pour les Gouvernements des deux pays. (Accord OFAJ, 2005).

Depuis 1963, l'OFAJ a permis à plus de 9 millions de jeunes Français et Allemands de participer à environ 360 000 programmes d'échanges. Chaque année, l'OFAJ soutient en moyenne 9 000 échanges (environ 5 300 échanges de groupes et près de 3 700 programmes d'échange individuel) auxquels participent environ 200 000 jeunes.

Ses programmes sont aussi ouverts à des pays tiers. L'OFAJ fonctionne selon le principe de subsidiarité avec près de 8 000 organisations partenaires. Il joue un rôle de conseiller et

d'intermédiaire entre les collectivités locales et territoriales ainsi qu'entre les acteurs de la société civile en France et en Allemagne.

Il s'adresse à tous les publics de trois à trente ans : enfants à l'école maternelle, élève du primaire, du collège ou du lycée, apprentis, étudiants, jeunes chômeurs et salariés. L'OFAJ contribue ainsi à renforcer la relation franco-allemande d'aujourd'hui et de demain.

www.ofaj.org - info@ofaj.org
+33 1 40 78 18 18



Le Crédit Coopératif est l'interlocuteur financier de très nombreuses associations et entreprises culturelles, de toutes tailles et disciplines.

Qu'il s'agisse du spectacle vivant - théâtre, musique, danse, arts de la rue, du cirque, de la marionnette, d'autres disciplines - arts plastiques, musées, librairies, ou des industries culturelles - édition, exploitation indépendante cinématographique,

créateurs de mode, de structures permanentes ou bien de festivals, le Crédit Coopératif dispose de chargés de clientèle spécialisés dans chaque centre d'affaires en mesure d'accompagner les besoins très spécifiques du secteur.

Il a tissé des relations étroites avec les financeurs publics, Drac, régions, départements et municipalités, pour suivre au plus près les évolutions et les contraintes de ces acteurs. Il s'est également engagé au capital de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) pour apporter des solutions aux problématiques de financement du secteur culturel.

IESA arts&culture

École internationale des métiers de la culture et du marché de l'art, l'IESA arts&culture accueille chaque année plus de 700 étudiants et stagiaires de la formation professionnelle dans ses quatre filières : marché de l'art, production culturelle, communication et culture et médiation socioculturelle. Mettant l'accent sur la professionnalisation, l'international et les innovations numériques, elle

propose une pédagogie où savoirs académiques et compétences pratiques sont réunis dans la réalisation de projets de groupes et personnels. Elle mise sur la spécialisation de ses étudiants, au sein des formations et grâce à des stages tout au long des cursus. Intégrée au secteur professionnel, l'école leur apporte 35 ans de réseaux et de partenariats et les accompagne dans leurs projets professionnels. Elle participe à la vie culturelle française et internationale en déve-

loppant une politique de recherche appliquée sur les cultures contemporaines internationales (Afrique, Asie, Amérique latine et Europe), en accompagnant grâce à son accélérateur d'entrepreneuriat culturel, IESA Incub', les startups des secteurs artistiques et créatifs et en accompagnant la jeune création grâce à une politique de dotation.

(Prix Juvenars-IESA, Tremplin Play it Indie, Video Awards IESA, Prix IESA VMF, etc.).



Lieu de rencontre et de découverte de talents, c'est aussi une scène mythique où se sont produits des légendes de la musique: Ben Harper, Placebo, Cure ou Radiohead. Mais la vocation du Reservoir, c'est de rassembler en un même lieu un restaurant à la cuisine exigeante et une scène à la programmation éclectique pour rendre les soirées uniques et inoubliables.

] 100 FEMMES [

DE CULTURE

Rima Abdul-Malak, Elinor Agam Ben David, Florence Alibert, Anne-Claire Amprou, Arantza Aramburu-Hamel, Juliette Armand, Ferial Bakouri, Claire Barbillon, Anne Barrault, Meriem Berrada, Isabelle Bertolotti, Solenne Blanc, Laurence Bloch, Catherine Blondeau, Virginie Borgeaud Bigot, Anne Sophie Brandalise, Emilie Bujès, Christine Camdessus, Emilie Capliez, Rachel Cartier, Julie Chalmette, Clothilde Chalot, Laura Chaubard, Catherine Chevillot, Marie Collin, Dorothée Cunéo, Magda Danysz, Laurence De Magalhaes, Marie-Sophie De Waubert, Julie Deliquet, Emilie Delorme, Sophie Deschamps, Marlène Dolveck, Diane Dufour, Anne Sophie Duroyon-Chavanne, Caroline Duvochel, Daniela Elstner, Laurence Equilbey, Alexia Fabre, Jennifer Flay, Marylise Fortin, Hélène Fulgence, Susana Gállego Cuesta, Valentine Gay, Christine Germain-Donnat, Marta Gili, Awa Girard, Fanny Glissant, Pauline Gouzenne, Valérie Guillaume, Sandra Hegedüs, Laurence Herszberg, Dominique Hervieu, Francine Jacob, Anne-Caroline Jambaud, Ariane James-Sarazin, Catherine Jean-Joseph Sentuc, Julia Lagahuziere, Rebecca Lamarche Vadel, Claire Lasne Darcueil, Omblin Le Lasseur, Eugénie Lefebvre, Céline Lepage, Séverine Lepape, Audrey Leprince, Sophie Léron, Sabine Longin, Sophie Makariou, Mélanie Mallet, Alice Martin-Edgar, Sandrina Martins, Blandine Masson, Muriel Mayette-Holtz, Patricia Michel, Marie-Caroline Missir, Catherine Monlouis-Félicité, Véronique Morali, Laetitia Moreau, Marion Papillon, Laure Parise, Chiara Parisi, Sylvie Pialat, Anaël Pigeat, Elisabeth Platel, Sylvie Ramond, Stéphanie Retière-Secret, Caroline Rosnet, Catherine Ruggeri, Claire Ruszniewski, Marie Sabot, Sarah Schmitt, Catherine Schofer, Caroline Sonrier, Elizabeth Tchoungui, Selma Toprak-Denis, Catherine Tsekenis, Victoire Tuillon, Rosalie Varda, Célia Verot, Maïa Wirgin.